



Expertise comptable
Audit
Conseil

ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Membre
des groupements



| www.wema.fr | +33 (0)3 88 30 12 21 | experts@wema.fr | 7 rue des Corroyeurs, 67200 Strasbourg |

WEMA AUDIT

SAS au capital de 10 000 € - RCS Strasbourg 819 213 448 - N° TVA intra FR 50 819 213 448
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes



ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN

Siège social : 20, rue du Maréchal Lefebvre – 67100 STRASBOURG
Registre des associations de STRASBOURG : Volume 18 Folio 55

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'ACTION SOCIALE DU BAS-RHIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Strasbourg, le 12 juin 2026

WEMA AUDIT
Commissaire aux Comptes

A stylized blue ink signature of Sylvie ZERR.

Sylvie ZERR

Bilan Actif

AASBR CONSOLIDE

Période du 01/01/25 au 31/12/2025
Edition du 20/05/26
Devise d'édition

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)				
ACTIF IMMOBILISE (II)	9 072 321	5 203 778	3 868 543	4 877 055
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	112 877	91 767	21 110	52 060
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, Logiciels, droits et valeurs similaires	112 877	91 767	21 110	52 060
Immobilisations incorporelles en cours avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 212 097	4 770 222	441 875	530 071
Terrains				
Constructions	923 714	631 902	291 813	308 735
Agencements- aménagements - installations	2 053 686	2 041 635	12 051	15 815
Matériel et Mobilier	2 234 697	2 096 685	138 012	205 521
Immobilisations corporelles en cours avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	3 747 347	341 789	3 405 558	4 294 924
Parts sociales banques	3 953		3 953	3 953
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 716 793	341 789	3 375 004	4 264 746
Prêts				
Dépôts et cautionnement versés	26 601		26 601	26 225
Autres immobilisations financières				
ACTIF CIRCULANT (III)	9 412 805	11 956	9 400 849	8 155 759
STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES	6 177 553	11 956	6 165 597	5 272 265
- Familles	340 002	11 956	328 046	314 518
- Collectivité Européenne d'Alsace				4 788
- Divers clients	41 668		41 668	46 068
- Participation à recevoir CAF	4 704 867		4 704 867	4 289 834
- Participation à recevoir MSA	4 865		4 865	557
- Participation à recevoir AUTRES COLLECTIVITES	688 186		688 186	330 802
- Autres créances	319 946		319 946	214 317
- Charges constatées d'avance	78 019		78 019	71 381
DISPONIBILITES	3 235 252	-	3 235 252	2 883 494
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	3 235 252	-	3 235 252	2 883 494
- Banque	2 817 851		2 817 851	760 216
- Placement	416 835		416 835	2 121 590
- Valeur mobilières de placement				
- Caisses	566		566	1 688
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	18 485 125	5 215 734	13 269 392	13 032 814



Bilan Passif

Période du

01/01/25 au 31/12/2025

Edition du

20/05/26

Devise d'édition

AASBR CONSOLIDE

	Net (N) 31/12/2025	Net (N-1) 31/12/2024
FONDS PROPRES (I)	4 321 524	4 736 808
Réserves de fonds de roulement	3 482 464	3 482 464
Réserves SAF	287 276	287 276
Réserves de suivi des DSP	436 590	1 015 307
Report à nouveau hors contrôle des tiers financeurs	- 256 044	1 117 148
Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs	741 512	698 454
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	- 385 000	- 1 978 419
Résultat de l'exercice SAF (excédent ou déficit) années antérieures en attente d'affectation	- 69 568	
Subventions d'investissement	84 293	114 578
Provisions réglementées		
FONDS REPORTES ET DEDIES (II)		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
PROVISIONS (III)	1 586 586	1 498 794
Provisions pour risques	153 157	173 869
Provisions pour charges	1 433 529	1 324 925
DETTES (IV)	7 361 182	6 797 212
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	311 432	337 022
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 402 313	1 349 039
Dettes fiscales et sociales		
- Rémunérations dues		41 554
- Provision Congés payés (chargée)	1 897 982	1 641 204
- Autres charges à payer	3 193 614	2 735 350
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Participation à rembourser	390 822	578 028
Autres dettes	162 149	111 635
Produits constatés d'avance	2 869	3 380
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	13 269 392	13 032 814



Compte de Résultat - Partie 1

Période du

01/01/25 au 31/12/2025

AASBR	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
Cotisations	120	110
Ventes de prestations de services (séjours et autres prestations de services)	6 720 602	6 787 662
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions	21 945 955	19 506 529
Reprises sur provisions (et amortissements)	901 746	1 040 897
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres produits	29	1 278 828
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	29 568 452	28 614 026
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
Achats	2 410 690	2 528 167
Services extérieurs	1 505 430	1 442 144
Autres achats et charges externes	535 375	639 300
Impôts, taxes et versements assimilés	1 788 540	1 841 899
Salaires et traitements	16 519 905	18 014 635
Charges sociales	5 573 798	5 439 124
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Dotations aux amortissements	122 348	243 207
- Dotations aux provisions créances	11 956	18 156
- Dotations aux provisions risques et charges	961 354	783 332
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Autres charges	289 671	177 160
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	29 719 067	31 127 125
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 150 615	- 2 513 100
PRODUITS FINANCIERS :		
Produits des autres immobilisations financières		
- Revenus des titres immobilisés	318 381	149 600
Revenus des valeurs mobilières de placements	78 439	202 001
Reprises sur dépréciations et provisions	219 071	238 798
Produits sur cession d'éléments financiers		1 550
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS	615 890	591 949
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations pour dépréciations des éléments financiers	341 789	219 071
Intérêts des emprunts	11 431	8 576
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	172 100	
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES	525 320	227 647
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	90 571	364 302



Compte de Résultat - Partie 2

Période du

01/01/25 au 31/12/2025

AASBR**31/12/2025****31/12/2024****3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) - 60 045 - 2 148 797**

PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Reprise sur provisions exceptionnelles	177 067	62 245
Produits années antérieures exceptionnels	368 690	233 747
Produits exceptionnels divers	493 901	529
Reprise sur subventions d'investissement reçues		42 910
Autres produits exceptionnels		1 758

TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS 1 039 659 341 189

CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Dotation aux provisions exceptionnelles	187 196	3 000
Valeur Comptable Eléments Actifs Cédés		
Autres charges exceptionnelles	1 097 945	86 983

TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES 1 285 141 89 983**4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) - 245 482 251 205**

Impôts sur les sociétés (VII) 79 473 80 827

TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) 31 224 001 29 547 163**TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII) 31 609 001 31 525 582****EXCEDENT OU DEFICIT - 385 000 - 1 978 419**

PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Prestations en nature 737 767 737 767

TOTAL 737 767 737 767

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Mise à disposition gratuite de biens et services - 737 767 - 737 767

TOTAL - 737 767 - 737 767

L'AASBR est une association régie par les Articles 21 à 79 du Code Civil Local maintenu en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et de la Moselle. Elle est inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Strasbourg au volume XVIII n°55.

L'Association poursuit un but social général, sans aucun but lucratif, politique ou religieux.

L'Association a pour but de :

- Créer, gérer, animer, expertiser, tout équipement à destination de tout public et notamment de l'enfance ou de la jeunesse
- Conseiller et former en lien avec ses activités
- Fournir toutes prestations de service ou vente de produits en lien avec ses activités

1. Faits majeurs de l'exercice

1.1. Principes, règles et méthodes comptables

1.1.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le Bilan
- Le Compte de Résultat
- L'Annexe

Le Bilan de l'exercice présente un total net de **13.269.392 €** (vs 13.032.813 € en 2024)

Le Compte de Résultat affiche un total produits de **31.224.001 €** et un total charges de **31.609.001 €**, générant ainsi un résultat négatif de **-385.000 €**.

Hors activité du SAF, la perte sur l'exercice 2025 s'élève à **-203.200 €**.

L'exercice considéré débute le 01/01/2025 et finit le 31/12/2025, il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du **21 mai 2026**.

1.1.2. Méthode générale

Les comptes annuels ont été revus et présentés selon la nouvelle réglementation française en vigueur.

L'Association a arrêté ses comptes en respectant les règlements ANC n° 2022-06 du 04/11/2022

Par référence à l'article 27 du Règlement, ce changement de méthode s'applique de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les activités de Conseil aux Collectivités et de la gestion de la micro-crèche appartenant à l'AASBR ont été considérées par l'administration fiscale comme étant des activités lucratives soumises aux taxes & impôts commerciaux. Ces activités lucratives ont été regroupées au sein d'un secteur distinct des autres activités, qui restent non lucratives.



1.2. Evénements principaux de l'exercice

Au cœur d'un environnement mouvant, l'association doit anticiper les secousses et ainsi sécuriser les équilibres vitaux et prendre des décisions qui vont engager son avenir.

L'association doit faire face à des éléments extérieurs qui impactent ses équilibres et imposent une adaptation organisationnelle et une autre façon d'aborder les problématiques :

- **Baisse importante de la natalité** : optimisation du taux d'encadrement, adaptation de l'offre d'accueil (amplitude : ouverture / fermeture), « recruter » des enfants sur les territoires où c'est possible. Faire face à un contexte de baisse significative de la natalité (-25% en 10 ans)
- **Instabilité politique, manque de visibilité sur les politiques publiques** : écart entre les subventions versées par les collectivités et les besoins de fonctionnement de l'association. Ce manque de visibilité impose une maîtrise des coûts et un pilotage fin de la trésorerie
- **Géopolitique complexe** : une situation qui fait varier le prix des ressources de manière importante dans des délais très courts.
- **Complexité du marché du travail** : qui s'illustre par une inadéquation entre nos besoins et la qualification et engagement des salariés.
- **Elections municipales (en mars 2026)** : changement d'interlocuteurs, repositionnement des priorités budgétaires

1.2.1. Activité 2025

- **Accueil collectif -24.308 heures facturées entre 2024 et 2025 (soit -1,3%)**
 - dont structures de la ville de Strasbourg : -26.661 heures facturées (-2%)
 - dont structures en DSP : +2.353 heures facturées (soit +0,4%)
- **Accueil familial** : -32.971 heures facturées entre 2024 et 2025 soit -8%, poursuite de la baisse structurelle des Crèches Familiales
- Fermeture de la micro-crèche du Verdon (en mode Paje) fin 08/2025
- Cession de la gestion de la crèche de Scy Chazelles (en mode Paje) fin 12/2025

Globalement, on constate un taux de remplissage d'environ 58% sur les établissements de la ville de Strasbourg, tout gestionnaire confondu, et un non-respect des engagements contractuels de nombreux parents qui impacte une dégradation du taux de facturation (ratio entre les Heures facturées et les Heures réalisées).

Sur d'autres territoires, l'occupation des crèches est bien en dessous de l'agrément avec des perspectives peu favorables.



Facturation en mode PSU :

- **1.843.848** heures facturées en accueil collectif
- **381.274** heures facturées en accueil familial

ALSH / périscolaire :

- **29.769** heures pour l'activité ALSH des Poteries soit une baisse de -10.034 heures (-25%) entre 2024 et 2025
- La baisse concerne les deux créneaux : les mercredis -1.980 heures (-16%) et mais surtout les vacances -8.054 heures (-30%)

Facturation en mode Paje :

- **397.898** euros facturés soit une baisse de -31% (-176 K€) entre 2024 et 2025
 - dont **Scy Chazelles** : +2,9 K€ (arrêtée fin 2025)
 - dont **La Walck** : -53 K€ (facturation en PSU à partir d'août 2025)
 - dont **Verdon** : -48,5 K€ (arrêtée en août 2025)
 - dont **Uhrwiller** : -77,6 K€ (arrêtée en août 2024)

1.2.2. Renouvellements de Délégation de Service Public (DSP)

DSP à renouveler : les principaux dossiers à renouveler au cours de l'année 2025 ont, à nouveau, été attribués à l'AASBR à savoir : La Maison Franco-Allemande pour 6 ans, Sauer-Pechelbronn (CCSP) pour 4 ans, Wissembourg (CCPW) pour 5 ans, Outre-Forêt pour 5 ans

1.2.3 Fermeture d'établissement

- Micro-crèche Verdon
- Micro-crèche Scy Chazelles



1.3 Événements postérieurs à la clôture

1.3.1 Etablissements

La commune d'Oberhausbergen a pris la décision de ne pas renouveler la DSP et donc de fermer la crèche Saint Sauveur, et le passage probable en convention avec l'AASBR pour la gestion du Relais Petite Enfance (RPE).

1.3.2 Perspectives financières 2026

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes 2025 par le Conseil d'Administration, la direction de l'AASBR a informé l'ensemble des parties prenantes sur les difficultés à venir en termes de trésorerie auxquelles l'association devra faire face au dernier semestre 2026, et le plan d'actions qui en découle.

- Solliciter la ville de Strasbourg pour un réaligement de la subvention, sachant que la subvention 2026 est identique à celle de 2025
- Un plan d'économies / de réduction de dépenses : adaptation de l'encadrement à la fréquentation réelle des crèches
- Optimisation du taux de facturation (ratio Heures Facturées / Heures réalisées) afin de bénéficier d'un taux PSU plus élevé

Pour rappel, l'AASBR vise par définition l'équilibre sur l'exercice 2026.



2 Informations relatives au Bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : investissements	Diminutions : cessions et mises au rebut	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	112.877	0	0	112.877
Immobilisations corporelles	5.273.966	16.341	78.210	5.212.097
Immobilisations financières	4.513.994	1.574.563	2.341.211	3.747.346
TOTAL	9.900.837	1.590.904	2.419.421	9.072.320

2.1.2 Variations des immobilisations corporelles

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements	Cessions et mises au rebut
Immeubles / agencement	0	23.488
Matériel	0	19.961
Matériel informatique	11.346	2.731
Mobilier	4.995	12.756
Matériel transport	0	19.275
TOTAL	16.341	78.210

Les investissements sont principalement du matériel informatique, les acquisitions de mobilier concernent l'aménagement d'espaces de vie, accueil enfants et bien-être du personnel

Les sorties d'immobilisations corporelles concernent :

- Le Siège de l'AASBR pour la mise au rebut du véhicule de transport (Boxer)
- Les crèches du Verdon et de Scy Chazelles fermées en 2025



2.1.3 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions des amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	60.816	30.950	0	91.766
Immobilisations corporelles	4.743.897	91.398	65.072	4.770.223
TOTAL	4.804.713	122.348	65.072	4.861.989

Méthodes d'amortissements :

Types d'immobilisation	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Immeubles anciens	Linéaire	50 ans
Installations techniques	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans



2.1.4 Tableau des dépréciations

Situations et mouvements	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations financières	219.071	341.789	219.071	341.789
Créances clients et comptes rattachés	18.156	11.956	18.156	11.956
TOTAL	237.227	353.745	237.227	353.745

Méthode pour les immobilisations financières : en 2025 comme en 2024 et 2023 les placements long-termes ont été comptabilisés en Immobilisations financières.

Au 31 décembre 2025, les placements de l'association sont garantis à 100% à l'échéance (sauf défaillance de l'émetteur). Un principe de précaution a été appliqué en raison de la forte baisse du marché obligataire, à cet effet une provision a été constituée pour un montant de **341.789 €**.

En 2024, une provision pour dépréciation des Valeurs Mobilières, concernant essentiellement des placements obligataires, a été constituée pour un montant de **219.071 €** pour formaliser la perte de valeur potentielle pour 2024, conformément au principe de prudence.

En 2025, cette provision a été reprise pour l'intégralité pour reconstituer pour 2025 une provision de **341.789 euros**

La dépréciation est calculée sur la base de documents transmis par les banques.

2.1.5 Disponibilités en banques et placements

Disponibilités	Valeur à la clôture de l'exercice
Comptes courants	2.817.851
Livrets	416.835
Caisses	566
TOTAL	3.235.252

La valeur brute des VMP et autres placements est constituée par le coût d'achat. Les éventuels frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

Certains revenus financiers ont donné lieu à un versement d'impôt s'élevant au total à **79.473 €** (imposition de 10%, 15% ou 24%).



2.1.6 Créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif circulant	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés et dépôts et cautionnements	3.743.394	100.286	3.643.108
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	381.669	381.669	
Autres créances	5.539.269	5.539.269	
Produits à recevoir	178.595	178.595	
Charges constatées d'avance	78.019	78.019	
TOTAL	9.920.946	6.277.838	3.643.108

Les autres créances comprennent essentiellement les participations à recevoir de la Caisse d'Allocations Familiales, des Communautés de Communes et des indemnités journalières de Sécurité Sociale.

Les produits à recevoir concernent principalement les remboursements de formation et les subventions d'investissements

2.1.7 Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31/12/2025 se composent de :

Produits à recevoir au 31/12/2025	Montants
Produits sur subventions investissements (dépenses engagées)	117.701
Remboursement Formation	56.894
Remboursement salariés	3.320
Autres produits	680
TOTAL	178.595



2.2 Passif

2.2.1 Fonds propres

Situations et mouvements	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves	4.785.047	476	579.193	4.206.330
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Réserve de fonds de roulement	3.482.464			3.482.464
Réserve SAF	287.276	0	0	287.276
Réserve de suivi DSP	1.015.307	476	579.193	436.590
Report à nouveau	1.815.601	43.058	1.373.192	485.467
Résultat de l'exercice	-1.908.851	1.908.851	385.000	-385.000
Résultat de l'exercice SAF N-1, N-2 à réaffecter	-69.568	0	0	-69.568
Subventions d'investissements (nettes)	114.578	6.819	37.103	84.294
Provisions réglementées				
TOTAL	4.736.807	1.959.204	2.374.488	4.321.523

Afin de clarifier la composition des réserves et le processus d'affectation du résultat de l'exercice décidés par l'Assemblée Générale et d'assurer un suivi dans le temps de l'évolution des réserves ainsi constituées, il a été constitué une réserve spécifique au suivi des DSP, une réserve SAF et une réserve de fonds de roulement.

En 2025 nous avons procédé au reclassement de certains comptes du SAF :

- Le compte 11001000 -Report à nouveau créditeur SAF est devenu le 11502000-Report à nouveau
- Les déficits du SAF 2023 et 2024 sont en attente de réaffectation :
 - 2023** : le montant de - 43.058 € a été transféré du compte 11500000 -Résultat sous contrôle de tiers financeur au compte 1295000 -Déficit de l'exercice des activités.
La proposition d'affectation de la CEA revue le 16/09/2025, confirme le déficit 2023 arrêté à la somme de -43.058,22 pour une réaffectation de -35.748.22 € de résultat déficitaire à affecter au compte de report à nouveau sous gestion contrôlée (11502000) et -7.310 € de dépenses refusées à affecter en compte de report à nouveau déficitaire (11900000).
 - 2024** : au compte 12950000 se rajoute le déficit 2024 pour un montant de -26.509,82€ en attente de proposition de réaffectation.
Ce déficit pourra être réaffecté, selon les décisions de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA), lors de l'Assemblée Générale de l'AASBR qui se tiendra le 25/06/2026

Les subventions d'investissement sont comptabilisées à la notification ou à défaut, à la date de règlement. La reprise en résultat se fait sur la durée d'utilisation de l'immobilisation concernée.



2.2.2. Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	Provisions à l'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la clôture
Provisions pour litiges	173.869	71.417	92.128	153.157
Provisions pour IDR	722.148	643.111	722.148	643.111
Provisions renouvellement matériel / travaux / grosses réparations	602.777	434.022	246.381	790.418
TOTAL	1.498.794	1.148.550	1.060.657	1.586.686

En 2025 compte tenu de la modernisation des états financiers nous avons revu certains comptes de provisions :

- Le compte 150000000 – Provisions pour risques et charges devient le 15110000 – provisions pour litiges et 15180000 Autres provisions pour risques
- Le compte 15300000 – Provisions pour pensions et obligations similaires devient le 15210000 – Provisions pour pensions et obligations similaires
- Le compte 15600000 -Provisions pour renouvellement matériel collectivité devient le 15240000 – Provisions pour renouvellement des immobilisations
- Le compte 15720000 – Provisions pour travaux et grosses réparations devient le 1525000 – Provisions pour gros entretien ou grandes révisions

2.2.3. Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

L'Association doit faire face aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite (IDR) des salariés selon les modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par la convention collective de la FEHAP appliquée depuis le 1^{er} janvier 2000.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour tous les salariés FEHAP embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à **1.183.896 €** (hors prime décentralisée).

Ce montant tient compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction du taux de rotation des salariés et de table de mortalité) et d'une actualisation au taux de 3,6% au 31/12/2025.

Ce montant tient compte d'un ajustement des paramètres pour l'âge de départ à la retraite fixé à 62 en 2025. Pour rappel en 2024 l'âge de la retraite était fixé à 64 ans.

L'engagement 2025 est comptabilisé en provision pour charges à raison de la quote-part représentative des salariés de plus de 50 ans, c'est-à-dire pour un montant de **643.111 €** (y compris prime décentralisée).

Depuis 2023, sur les établissements en DSP, on ne provisionne que les salariés susceptibles de partir sur la période de DSP, idem Fondation Stenger Bachmann ; aucun changement pour les autres établissements de la ville de Strasbourg.



2.2.4. Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit	311.432	25.821	132.646	152.965
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1.402.313	1.402.313		
Dettes fiscales et sociales	5.091.596	5.091.596		
Dettes sur immobilisations				
Participation à rembourser et autres dettes (1)	552.971	552.971		
Produits constatés d'avance	2.869	2.869		
TOTAL	7.361.181	7.075.570	132.646	152.965
(2) emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	25.590			

(1) Le poste « Participation à rembourser et autres dettes » qui s'élève à 552.971 €, intègre principalement les participations à rembourser aux collectivités pour un montant de 390.822 €.

(2) Un emprunt a été contracté en mai 2022 auprès du LCL pour financer l'acquisition, en septembre 2023, du bâtiment du multi-accueil de Oberhausbergen (ETP), l'emprunt arrivant à échéance fin en mai 2037.

2.2.5. Charges à payer

Les charges à payer au 31/12/2025 se composent de :

Charges à payer au 31/12/2025	Montants
Fournisseurs – factures non parvenues	1.092.630
Personnel – Congés à payer	1.277.555
Personnel – Autres charges à payer	1.466.619
Org. Sociaux – charges sur congés à payer	620.427
Org. Sociaux – autres charges à payer	432.303
Etat – charges à payer	197.766
Divers – charges à payer	86.939
Total Charges à payer	5.174.239

Le montant des honoraires de notre commissaire aux comptes s'établit à 26.100 € TTC.



3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation	2025	2024
Ressources propres (facturations familles, prestations de service...)	4.631.682	4.727.325
Produits de la tarification (Collectivité Européenne d'Alsace)	2.088.920	2.060.337
Subventions et concours publics	21.945.955	19.506.529
Cotisations et autres produits de gestion courante	149	1.278.938
Reprises sur provisions	901.746	1.040.897
TOTAL	29.568.452	28.614.026

Impacts de présentation en 2025 en lien avec le nouveau règlement comptable ANC 2022-06 :

- **Les remboursements de formations** sont désormais comptabilisés en diminution des charges de formation (historiquement étaient comptabilisés en produits d'exploitation)
- **Les remboursements de Prévoyance** mutuelle sont désormais comptabilisés en diminution des comptes de charges de personnel (historiquement étaient comptabilisés en produits d'exploitation)
- **Les traitements des Indemnités Journalières de la Sécurité Sociale**, subrogation en paie et versements de la sécurité sociale sont désormais comptabilisés sur le compte de bilan 4390000, (historiquement étaient comptabilisés en charges et produits d'exploitation)
- **Les reprises sur subventions d'investissements** sont désormais comptabilisées en produits d'exploitation sur le compte 74700000 (historiquement étaient comptabilisées sur le compte 77700000 en produits exceptionnels)
- **Les provisions et reprises de provisions pour gros travaux** sont désormais comptabilisées sur les comptes de résultats exceptionnels (compte 68750000 et 78750000), (historiquement étaient comptabilisées en résultat d'exploitation compte 68151000 et 78151000)



3.2 Ventilation des produits et charges exceptionnels

Seuls les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel sont comptabilisés en exceptionnel.

	Total Charges	Total Produits
Subvention exceptionnelle Ville Strasbourg et CAF pour Stenger + Oehler + Musau		-488.060
Provision risques salariaux		-93.088
Provision Ségur	646.537	
Provision pour gros travaux	30.840	
Régularisations versement MSA		-1.786
Régularisations charges fournisseurs/ FNP		-22.831
Régularisations cotisations charges patronales dont crédit pour abattement sur les Associations		-15.091
Régularisations différences entre subrogation et remboursements IJSS liés au décalage versements en 2024 et traitement subrogations en 2025	270.099	
Régularisations différences trésorerie		-77
Régularisations et provision aides apprentis dont risque produits 2022 à rembourser	68.917	
Régularisations notes de frais assistantes maternelles	592	
Régularisations participations collectivités		-13.251
Régularisations remboursements et règlements salariés	2	
Régularisations règlements participations et badges familles		-5.636
Régularisations versements caf places de concertation, journées pédagogiques, CTG)		-150.687
Régularisation subvention investissement caf remboursé au prorata suite à la fermeture Verdon	5.866	
Régularisations sorties immobilisations Verdon	13.138	
TOTAL	1.035.990	-790.508

Le résultat exceptionnel 2025 est de **-245.482 €**

3.3 Ventilation du résultat net total

Le résultat 2025 est de **-385.000 €**

- **-133.213 €** pour le secteur des activités non lucratives (résultat débiteur)
- **-69.987 €** pour le secteur des activités lucratives (résultat débiteur)
- **-181.800 €** pour le SAF (tiers financeur)



4 Autres informations

4.1 Ventilation de l'effectif au 31/12/2025 (en CDI – convention CCN 51 FEHAP)

Catégories	Nombre - Personnel salarié
Cadres	43
Non cadres	502
TOTAL	545

Il faut également rajouter 24 CDD, 16 apprentis

Soit un **Total de 585 salariés** (hors assistantes maternelles/familiales)

Ainsi que 101 assistantes maternelles / familiales en CDI

4.2 Engagements hors Bilan

4.2.1 Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

4.2.2 Engagements financiers

Deux garanties à première demande ont été émises par la Banque Populaire en faveur de :

- La Ville de Strasbourg dans le cadre de la Délégation de Service Public de la Maison de la Petite Enfance Franco-Allemande (durée 6 ans à échéance au 31/12/2031) pour 20.000 €.
- La Ville d'Ostwald dans le cadre de la Délégation de Service Public du Multi-Accueil des Rives du Bohrie (durée 5 ans à échéance au 31/12/2026) pour 12.000 €

4.3 Contributions volontaires

Les contributions volontaires ont été évaluées à partir des informations transmises par des collectivités.
Il s'agit exclusivement de la valeur locative des biens mis à la disposition de l'Association.

